



MAIRIE DU LONZAC (19470)

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 SEPTEMBRE 2026 – 18 heures

ORDRE DU JOUR :

- 1°)- Admission en non-valeur de créances irrécouvrables ;
- 2°)- Remboursement exceptionnel à un Conseiller Municipal ;
- 3°)- Abrogation de la vente de terrain à Madame Noaille ;
- 4°)- Abrogation de la vente du lot n° 1 et du lot n° 2 au Lotissement du Château d'eau ;
- 5°)- Participation financière – travaux de rénovation du Centre de Secours ;
- 6°)- Demande de subvention – travaux voiries 2026 ;
- 7°)- Utilisation du Service Public de l'Emploi Temporaire du CDG 19 ;
- 8°)- Demande de modification d'adressage d'un immeuble Rue Roger Cérézat ;
- 9°)- Modification de l'itinéraire du chemin rural à Conjat par voie d'échange ;
- 10°)- Organisation et tarif du transport scolaire pour l'année 2026-2027 ;
- 11°)- Questions diverses :
 - Organisation de la collecte au bénéfice de la ligue contre le cancer
 - Demande d'acquisition de parcelle Le Pré Faurie

Le point n° 10 est annulé : La Région devait supprimer la ligne 5.37 qui dessert l'école primaire à la rentrée. Elle remet provisoirement la ligne jusqu'aux vacances de la Toussaint. Il n'est donc pas nécessaire que le Conseil délibère à ce sujet.

Présents : 12 conseillers - MM. Paul BARRAQUIER, Agathe DUCHESNE, Michel COUDERT, Carine LOFFICIAL, Daniel AUGÉ, Françoise LACHAUD, Annick JOULIN, Jean ENSERGUEIX, Annie GIVERNAUD, Eric CRESPEL, Adeline HALLAY, Marion BORDES,

Pouvoirs : 2 conseillers - MM. Alain BRETTE qui a donné pouvoir à C. LOFFICIAL, Laurent SERRE qui a donné pouvoir à M. COUDERT.

Absent : 1 conseiller - M. Eliot SÉRÉZAT.

Secrétaire de séance : Madame Agathe DUCHESNE.

M. le Maire donne lecture du compte-rendu de délégation :
- décision n° 2026 / 01 du 27 août 2026 : Acceptation du leg de Monsieur Alfred MARLIAC.

Délibération n° 2026.37

OBJET : Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les états de restes font apparaître un certain nombre de recettes irrécouvrables du fait notamment de l'insolvabilité de débiteurs, voire de leur disparition.

Monsieur le Trésorier demande donc l'admission en non-valeur de ces recettes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Article 1 : Approuve la liste n° 7090330831 des restes à recouvrer sur ce budget, dressé



et certifié le 10 juin 2026 par Monsieur le Trésorier.

Article 2 : Décide d'admettre en non-valeur les titres de recettes pour un montant de 2 594,77 euros.

Article 3 : Dire que les crédits sont inscrits en dépenses au budget de l'exercice en cours à l'article 6541.

Adopté à l'unanimité.

Délibération n°2026.38

Monsieur Eric CRESPEL, Conseiller municipal, sort de la salle pour cette délibération.

OBJET : Remboursement exceptionnel à un Conseiller municipal

Afin d'améliorer la communication de la commune, et en accord avec Monsieur le Maire, Monsieur Eric CRESPEL, Conseiller Municipal, s'est chargé de passer commande en ligne de banderoles destinées à être installées en entrée de bourg lors des marchés festifs organisés par la commune pendant la saison estivale.

Cependant, il s'avère que Monsieur CRESPEL a, par erreur, réglé cette commande sur ces propres deniers, par carte bancaire. Il sollicite donc le remboursement de ce paiement à la commune.

Monsieur le Maire rappelle à l'ensemble des membres du Conseil municipal la nécessité absolue de respecter les principes de la comptabilité publique et de ne pas faire d'avance de paiement sur leur compte personnel. Il insiste sur le caractère exceptionnel de cette délibération qui ne devra en aucun cas se reproduire.

Il convient donc à présent que le Conseil municipal se prononce sur la demande de remboursement de Monsieur Crespel.

Vu les justificatifs fournis par Monsieur Eric Crespel,

Vu le caractère exceptionnel de cette situation,

Monsieur le Maire propose de procéder au remboursement de la somme due à Monsieur Crespel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, décide de :

Article 1 : **Rembourser** à Monsieur Eric CRESPEL la somme de 122,29 euros, qui correspond à l'achat de trois banderoles pour les marchés festifs, à la Société en ligne SAS FL PRINT à Saint-Cyr-en-Val (Loiret).

Délibération n°2026.39

OBJET : Abrogation de la vente de terrain à Mme NOUAILLE

Par délibération n° 2025.36 en date du 30 juillet 2025, le conseil municipal a décidé de vendre à Madame Karine NOUAILLE, domiciliée 6 rue Léonard Ferrière au Lonzac, une portion de terrain de 165 m2, partie de la parcelle cadastrée AC 183.

Par courrier en date du 05 juin 2026, Madame Karine NOUAILLE indique renoncer à l'acquisition de ce terrain pour raisons personnelles.

Vu qu'aucune démarche n'a, à ce jour, été entamée sur ce dossier, Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'abroger la délibération initiale, et de classer sans suite cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : **d'abroger** la délibération n° 2025.36 en date du 30 juillet 2026,

Article 2 : **de classer** sans suite ce dossier.

Délibération n°2026.40

OBJET : Abrogation de la vente du lot n° 1 et du lot n° 2 au Lotissement du Château d'eau

Par délibération n° 2024.30 en date du 12 juillet 2024, le Conseil municipal a décidé de vendre à Monsieur Toma LAGIKULA, les lots n° 1 et n° 2 du lotissement du Château d'eau.

Depuis cette date, la commune est restée sans nouvelle de cet acheteur.

De même, l'étude notariale chargée de la vente a indiqué n'avoir aucun retour de la part de Monsieur LAGIKULA pour la constitution du dossier nécessaire à l'établissement de l'acte.

Aussi, Monsieur le Maire indique avoir envoyé à Monsieur LAGIKULA, un courrier recommandé avec accusé de réception afin de connaître sa position sur cette vente. Ce courrier n'a pas été retiré. Monsieur Toma LAGIKULA est injoignable.

En l'absence de tout contact possible, et sans nouvelle de Monsieur LAGIKULA depuis deux ans, Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'abroger la délibération initiale, et de classer sans suite ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : **d'abroger** la délibération n° 2024.30 en date du 12 juillet 2024,

Article 2 : **de classer** sans suite ce dossier.

Délibération n° 2026.41

OBJET : Participation financière : travaux de rénovation du Centre de secours

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le projet de rénovation du Centre de secours du Lonzac. Ces travaux comprennent la réfection de la toiture avec dépose du bardage existant en amiante ainsi que le renforcement et le nivellement de la charpente.

Le coût total de la rénovation est estimé à 100 000 euros T.T.C., financé à hauteur de 40% par le S.D.I.S. de la Corrèze et de 60% par les collectivités concernées : Eyburie, Le Lonzac, Madranges et Peyrissac.

La participation financière de chacune d'elles sera calculée au prorata du nombre d'habitants défendus en 1^{er} appel par notre centre, selon les données de l'INSEE.

La part de la commune du Lonzac monterait à la somme de 34 266,09 euros, somme non définitive.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : **de s'engager** financièrement pour les travaux de rénovation du Centre de secours du Lonzac,

Article 2 : **de prévoir** au budget principal 2028 la somme définitive à l'article 204182,

Article 3 : **de payer** cette participation en une seule fois, sans demander l'étalement de la somme sur 15 ans,

Article 4 : **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document concernant ce dossier.

Délibération n° 2026.42

OBJET : Demande de subvention : travaux voiries 2026

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le dossier des travaux d'investissement sur les voies communales et chemins ruraux pour l'année 2026. Ces projets ont été examinés par la Commission des Travaux V.R.D.

Des travaux de réfection sont envisagés sur :

- Le chemin rural de la Valette
- Le chemin rural de la Péroche,
- Le chemin rural de Gane-torte,
- La VCIC LL49 - Boissinet.



Le coût total des travaux est de 64 218,00 euros T.T.C., soit 53 515,00 euros H.T.

Afin de mener à bien ces travaux, une aide peut être sollicitée auprès du Conseil Départemental de la Corrèze, le plafond de cette aide étant fixé à 11 963.00 euros.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil municipal d'acter le programme de travaux voirie pour l'année 2026 et de solliciter l'aide financière du département à hauteur du plafond.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : D'acter la réalisation des travaux cités ci-dessus,

Article 2 : De solliciter l'aide auprès du Conseil Départemental de la Corrèze, au titre de la Dotation voirie,

Article 3 : D'arrêter le plan de financement suivant :

✓ subvention départementale	11 963,00 €
✓ autofinancement	52 255,00 €

TOTAL T.T.C.	64 218,00 €
--------------	-------------

Article 4 : De dire que les crédits correspondants sont inscrits au Budget.

Délibération n° 2026.43

OBJET : Utilisation du Service Public de l'Emploi Temporaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Corrèze

Monsieur le Maire rappelle que pour faire face au problème posé par l'absence momentanée de personnel dans les collectivités territoriales, le Centre de Gestion de la Corrèze, conformément à L.452-44 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), a créé un Service Public de l'Emploi Temporaire.

L'équipe d'intervenants de ce service est constituée d'agents non titulaires, sélectionnés, formés et recrutés par le Centre en vue :

- soit d'assurer la continuité des services publics d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public affilié en cas d'indisponibilité ou de défaillance d'un ou plusieurs de ses agents affectés sur des emplois permanents (article L.332-13 du CGFP), dans les cas suivants :

- exercice des fonctions à temps partiel
- détachement de courte durée
- disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales
- détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois,
- congé régulièrement accordé en application des dispositions du code général de la fonction publique ou de toute autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels territoriaux.

- soit d'assurer la continuité des services publics d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public affilié, pour occuper des emplois permanents afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial (article L 332-14 du CGFP),

- soit de permettre à une collectivité territoriale affiliée de faire face à un accroissement saisonnier ou temporaire d'activité (article L 332-23 du CGFP).

La possibilité de bénéficier, en cas de besoin, de l'intervention d'un des agents du Centre de Gestion est subordonnée à la signature d'une convention générale d'affectation.



Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : **D'approuver** les termes de la convention générale d'affectation avec le Centre Départemental de Gestion de la CORRÈZE pour bénéficier de l'intervention d'un agent contractuel du Service Public de l'Emploi Temporaire,

Article 2 : **D'autoriser** le Maire à signer ladite convention et les avenants éventuels à cette convention et à faire appel à ce service en tant que de besoin,

Article 3 : **De dire** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de l'année concernée.

Délibération n° 2026.44

OBJET : Demande de modification d'adressage d'un immeuble Rue Roger Cérézat

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur Henri JAMMOT qui sollicite le changement de l'adressage de sa maison d'habitation, située sur la parcelle section AD n° 164.

En effet, jusqu'à présent, son adresse était déclarée place Gabriel Cérézat au n° 4 par un accès privé, sur la parcelle AD n° 163 appartenant également à sa famille.

Cependant, cette utilisation de longue date ne confère aucun droit de passage légal ou définitif.

Il convient donc de retrouver, à travers l'adresse postale, l'accès public à la parcelle AD n° 164 qui se situe rue Roger Cérézat.

Cette parcelle n'ayant pas de numéro, il convient également de lui en attribuer un.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : de modifier l'adressage de la parcelle section AD n° 164,

Article 2 : de lui attribuer le numéro 2 bis sur la rue Roger Cérézat,

Article 3 : de charger Monsieur le Maire d'effectuer les démarches nécessaires pour prendre en compte cette modification dans les services concernés.

Délibération n° 2026.45

OBJET : Modification de l'itinéraire du chemin rural à Conjat par voie d'échange

Monsieur le Maire donne lecture du courriel de Monsieur Vincent DOULCET et Madame Delphine DOULCET, propriétaires du corps de ferme au lieu-dit « Conjat », qui demandent la modification de l'assiette du chemin rural au lieu-dit « Conjat » afin de régulariser son emprise modifiée qui au fil du temps et des usages ne correspond plus à la réalité de terrain, et qui se retrouve sur les parcelles section F n° 590-580-454-453.

Monsieur le Maire explique la nécessité d'accepter de modifier l'itinéraire de ce chemin tout en veillant à en assurer la préservation, en sachant que désormais la loi 3 DS autorise les communes à avoir recours à la procédure d'échange sans enquête publique ni concertation préalable. Seule l'information du public est requise.

Pour ce faire, le Conseil Municipal doit se prononcer pour accepter cette procédure simplifiée.

A l'issue de cette période de concertation d'un mois, le Conseil Municipal devra de nouveau délibérer sur cette modification de l'itinéraire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de charger Monsieur le Maire d'assurer l'information au public sur ce dossier, conformément à l'article L161-10-2 du Code Rural et de la Pêche maritime, et de mettre à disposition en mairie les plans du dossier et un registre ouvert à cet effet durant un mois.



QUESTIONS DIVERSES

Organisation de la collecte au bénéfice de la ligue contre le cancer :

Monsieur le Maire demande des conseillers municipaux volontaires afin d'encadrer la future collecte de fonds au bénéfice de la ligue contre le cancer.

Il conviendra également de solliciter des bénévoles pour procéder à cette collecte.

Monsieur Eric CRESPEL et Madame Marion BORDES se portent volontaires.

Demande d'acquisition de parcelle Le Pré Faurie :

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre de Madame Christine Bouin qui a acheté une maison à la société HLM « Corrèze Habitat » et souhaite acquérir une partie de la parcelle adjacente à ce bien, appartenant à la commune, pour un euro symbolique.

Il sollicite l'avis des membres du conseil municipal.

A l'unanimité, les conseillers municipaux ne sont pas d'accord pour donner suite à cette demande dans ces conditions.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30.

Fait au Lonzac, le 4 septembre 2026.

